



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 39 du 17 octobre 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 octobre 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1575
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1575
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1575
Bureau des usagers de la route.....	1575
Arrêté du 11 octobre 2012 portant fin de l'agrément de M Thomas - société SNADA - en qualité de dépanneur sur autoroute non concédée et voie express.....	1575
Arrêté du 12 octobre 2012 portant agrément d'un gardien de fourrière.....	1575
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1576
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1576
Arrêté du 12 octobre 2012 autorisant l'adhésion de la communes de Frolois au syndicat de travaux de la vallée du Madon à compter du 1er janvier 2013.....	1576
Bureau des procédures environnementales.....	1576
Arrêté du 4 octobre 2012 portant renouvellement du règlement d'eau de l'usine «BACCARAT» sur la rivière Meurthe, en commune de BACCARAT, au titre de l' article R. 214-85 du code de l'environnement, au bénéfice de la société SNC BOUCHOT et Cie.....	1576
Arrêté du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi du site de la société VICAT à XEUILLEY.....	1580
Arrêté du 9 octobre 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux souterraines par le forage de Bénaménil, sur la commune de Bénaménil et au bénéfice du syndicat intercommunal des eaux de MANONVILLER-OGEVILLER ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation d'utiliser de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	1582
Arrêté du 11 octobre 2012 fixant les modalités d'application au niveau départemental des conditions prévues au 1° de l'article R141-21 du code de l'environnement concernant les associations agréées au titre de protection de l'environnement souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances consultatives.....	1584
Arrêté complémentaire n° 2012-521 bis du 15 octobre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site des sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST à LUDRES.....	1584
Arrêté du 16 octobre 2012 modifiant l'arrêté en date du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi du site de la société VICAT à XEUILLEY.....	1585
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1585
Bureau de l'interministérielle.....	1585
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-37 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle.....	1585
Convention d'utilisation n° 54-2010-15 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP.....	1585
Arrêté n° 12 BI 49 du 15 octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques.....	1585
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1588
DIRECTION INTERREGIONALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	1588
Centre de Détention de Toul - Décision du 8 octobre 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	1588
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1590
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1590
Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-098 du 8 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux relevés topographique sur A33.....	1590
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1591
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1591
Arrêté ARS-DT 54 N° 1004/2012 du 20 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1591
Décision n° 2012-0579 du 24 septembre 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » - FINESS N° 54 002 182 1.....	1592
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1593
Service produits de santé et biologie.....	1593
Arrêté n° 2012-1008 du 24 septembre 2012 portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société par Actions Simplifiée « IP SANTE DOMICILE » pour son site de Stiring-Wendel.....	1593
Arrêté ARS n° 2012-1052 du 8 octobre 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par M. François METCHE, Centre Commercial Les Ombelles, 1087 avenue Pinchard - 54000 Nancy, au n° 632 de la même avenue - LICENCE N° 54#001072.....	1593
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	1594
Arrêté n° 2012-1053 en date du 9 octobre 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle.....	1594
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1596
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1596
Arrêté n° 61/2012 du 5 octobre 2012 portant délégation de signature de Mme GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail en faveur du Responsable du Pôle Travail.....	1596
Arrêté n° 62/2012 du 5 octobre 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale, par intérim, de la Direccte Lorraine.....	1597
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1598
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1598
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/012 du 3 octobre 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de HAGEVILLE.....	1598
Décision 2012/DDT54/AFC/n° 384 du 8 octobre 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLONDRELLE LA MALMAISON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3370.....	1598
Arrêté 2012/DDT54/AFC/388 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BAGNEUX.....	1599
Arrêté 2012/DDT54/AFC/389 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BATTIGNY.....	1600
Arrêté 2012/DDT54/AFC/390 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de CLAYEURES.....	1600
Arrêté 2012/DDT54/AFC/391 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de OCHEY.....	1601
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1602
Arrêté DDGS du 10 octobre 2012 portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle.....	1602
Service jeunesse, éducation populaire et sport.....	1603
Arrêté du 9 octobre 2012 portant agréments des associations sportives locales.....	1603
AUTRES SERVICES.....	1603
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1603
DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES.....	1603
Délégation de signature du 26 septembre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy.....	1603
Délégation de signature du 12 octobre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy.....	1604
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1605
AUTRES SERVICES.....	1605
MATERNITE REGIONALE DE NANCY.....	1605
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé.....	1605

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	1606
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	1606
Avis d'examen professionnel d'Ouvrier Professionnel Qualifié (Au titre de l'année 2012).....	1606
CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT	1606
Décision n°669/2012 d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement d'un cadre de santé.....	1606
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU	1607
Avis de concours interne sur titres en vue du recrutement de 4 infirmiers cadres de santé au Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou.....	1607

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des usagers de la route*

Arrêté du 11 octobre 2012 portant fin de l'agrément de M Thomas - société SNADA - en qualité de dépanneur sur autoroute non concédée et voie express

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2010 approuvant le cahier des charges des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral susvisé, relatif aux opérations de dépannage et d'évacuation des véhicules légers et des poids lourds sur le réseau des autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle par des dépanneurs agréés ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 portant agrément de M. Jean-Claude THOMAS, gérant de la société SNADA, en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle pour intervenir sur le secteur n° 5 (A33 PR10 au PR26,400)

VU le courrier en date du 6 juillet 2012 de M. Jean-Claude THOMAS, gérant de la société SNADA, faisant part de sa cessation d'activité pour ses activités, notamment sur le secteur 5, en qualité de dépanneur pour véhicules légers ;

CONSIDERANT que la succession du dépanneur titulaire de l'agrément n'a pas fait l'objet d'une nouvelle demande d'agrément dans la durée maximale de six mois comme le prévoit l'article 5 du cahier des charges susvisé,

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE

Article 1er : Il est mis fin à l'agrément de M. Jean-Claude THOMAS, gérant de la société SNADA située route de Ville-en-Vermais à MANONCOURT (54210) en qualité de dépanneur, véhicules légers, sur autoroutes non concédées et voies express de Meurthe-et-Moselle, pour intervenir sur le secteur n° 5 (A33 PR10 au PR26,400).

Article 2 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, notifié à M. Jean-Claude THOMAS, dont copie sera adressée à :

- le colonel, commandant le groupement départemental de gendarmerie,
- le commandant du détachement de la CRS auto-routière Lorraine-Alsace,
- le directeur départemental de la sécurité publique,
- le président départemental du Centre National des Professions de l'Automobile,
- le directeur interdépartemental des routes de l'Est,
- le directeur départemental des territoires
- la directrice de la protection des populations,
- le président de l'automobile club lorrain.

Nancy, le 11 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter de la présente notification de la décision, les recours suivants peuvent être introduits :

Un recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.

Un recours hiérarchique adressé à M. Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – - Sous-direction du Conseil Juridique et du Contentieux – Bureau du droit de la commande publique - 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux adressé au Tribunal Administratif – 5 place Carrière – 54 036 NANCY CEDEX.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Arrêté du 12 octobre 2012 portant agrément d'un gardien de fourrière

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à 13 et R 325-12 à 52 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005, relatif à la mise en fourrière et modifiant le code de la route (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, la mise en fourrière et la destruction des véhicules terrestres ;

VU la demande formulée par M. Jean-Louis COUTURIER, gérant de la SARL ADL Assistance située 10 rue Jean Jaurès parc d'activité Lafayette 54320 MAXEVILLE ;

VU le rapport émis par le directeur départemental de la sécurité public de Meurthe-et-Moselle – bureau de police de Laxou ;

Vu le rapport émis par le directeur départemental de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

VU l'attestation rédigée par M. Jean-Louis COUTURIER par laquelle il s'engage à ne pas stocker les véhicules hors d'usage sur une surface supérieure à cinquante mètres carrés ;

VU l'avis favorable émis par la commission départementale de la sécurité routière lors de sa réunion du 4 octobre 2012 ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Agrément du gardien de fourrière :

M. Jean-Louis COUTURIER, gérant de la SARL ADL Assistance est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située 10 rue Jean Jaurès parc d'activité Lafayette 54320 MAXEVILLE conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 : Agrément des installations de fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière.

Article 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé aux articles 1 et 2 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Jean-Louis COUTURIER trois mois avant l'échéance des dispositions du présent arrêté.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 : Fonctionnement :

M. Jean-Louis COUTURIER devra respecter les engagements écrits le 5 mars 2012 dans sa demande d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 : Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de Maxéville,
- M. Jean-Louis COUTURIER.

Nancy, le 12 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Laurence PIEKARSKI

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 12 octobre 2012 autorisant l'adhésion de la communes de Frolois au syndicat de travaux de la vallée du Madon à compter du 1er janvier 2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5212-2 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1985 portant création du syndicat de travaux pour la vallée du Madon ;

VU la délibération du 20 mars 2012 par laquelle la commune de Frolois demande son adhésion au syndicat de travaux de la vallée du Madon ;

VU la délibération du comité syndical du syndicat de travaux pour la vallée du Madon, en date du 3 juillet 2012, acceptant cette adhésion au 1er janvier 2013 ;

VU la lettre de notification aux communes en date du 17 juillet 2012 ;

VU les délibérations favorables des communes de :

- Autrey-sur-Madon en date du 23 juillet 2012,
- Ceintrey en date du 26 septembre 2012,
- Pierreville en date du 24 août 2012,
- Pulligny en date du 15 septembre 2012,
- Voinémont en date du 31 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-18 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : L'adhésion de la commune de Frolois au syndicat de travaux de la vallée du Madon est autorisée à compter du 1er janvier 2013.

Les statuts du syndicat sont modifiés en conséquence.

Article 2 : La commune de Frolois est représentée au sein du comité syndical par 2 délégués titulaires et 2 suppléants.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la présidente du syndicat de travaux de la vallée du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 12 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 4 octobre 2012 portant renouvellement du règlement d'eau de l'usine «BACCARAT» sur la rivière Meurthe, en commune de BACCARAT, au titre de l'article R. 214-85 du code de l'environnement, au bénéfice de la société SNC BOUCHOT et Cie

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU le règlement européen n° 1100/2007 du 22 septembre 2007 instituant les mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 122-1, L 122-3, L 123-1 à L. 123-16, L 211-1, L 214-1 à 6, R 214-71 à R 214-87, L 541-1 et 2 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code rural ;

VU le code de l'énergie ;

VU le décret n° 91-327 du 25 mars 1991 portant classement de la rivière Meurthe, département de Meurthe-et-Moselle, en application de l'article L 432-6 du code de l'environnement ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'avis du préfet de la région Lorraine, en date du 10 mai 2012, autorité compétente en matière d'évaluation environnementale ;

VU l'arrêté préfectoral SGAR n° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux ;

VU le dossier d'étude d'impact déposé au guichet unique de la police de l'eau de Meurthe et Moselle le 24 mars 2012 par lequel le gérant de la SNC Bouchot et Cie demande l'autorisation de disposer de l'énergie de la rivière Meurthe, pour l'exploitation d'une entreprise sur le territoire de la commune de Baccarat et destinée à la production hydroélectrique ;

VU l'avis de Voies Navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial en date du 31 mai 2010 ;

VU l'enquête publique en date du 11 juin au 12 juillet 2012 sur le territoire de la commune de Baccarat ;

VU le rapport et les conclusions favorables du commissaire enquêteur en date du 21 août 2012 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Lunéville en date du 22 août 2012 ;

VU le rapport du service instructeur en date du 5 septembre 2012 ;

VU l'avis favorable du Conseil départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 20 septembre 2012, autorisant la SNC BOUCHOT et Cie à utiliser l'énergie hydraulique de la rivière Meurthe à des fins hydroélectriques pour une durée de 40 ans ;

VU le règlement d'eau du 25 mai 1927 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a émis un avis favorable, par courrier électronique du 1er octobre 2012, sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis par courrier du 20 septembre 2012 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Autorisation de disposer de l'énergie

La SNC BOUCHOT ET COMPAGNIE est autorisée, dans les conditions du présent règlement, et pour une durée de 40 ans, à disposer de l'énergie de la rivière La MEURTHE pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire de la commune de BACCARAT (département de la MEURTHE-ET-MOSELLE) et destinée à la revente sur le réseau.

La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à 902.5 kW, ce qui correspond, compte tenu du rendement normal des appareils d'utilisation, du débit moyen turbinable et des pertes de charges, à une puissance normale disponible de 377.9 kW.

La présente autorisation est délivrée au titre des rubriques 5.2.2.0 et 3.1.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Article 2 : Section aménagée

Les eaux sont dérivées au moyen d'un ouvrage situé à BACCARAT créant une retenue de 150 000 m³ à la cote normale 266.15 NGF-IGN 69.

Elles seront restituées à BACCARAT à la cote 261.55 NGF-IGN 69.

La hauteur de chute brute maximale sera de 4.60 mètres (pour le débit dérivé autorisé et pour un débit de la rivière proche du module).

La longueur du lit court-circuité est d'environ 100 mètres.

Article 3 : Acquisition des droits particuliers à l'usage de l'eau exercés

Sans objet

Article 4 : Éviction des droits particuliers à l'usage de l'eau non exercés

Sans objet

Article 5 : Caractéristiques de la prise d'eau

Le niveau de la retenue est fixé comme suit :

Niveau normal d'exploitation : 266.15 cote NGF-IGN 69. La centrale fonctionnera au fil de l'eau (éclusées interdites).

Le débit maximal de la dérivation sera de 20 mètres cubes par seconde.

Le débit à maintenir dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 1.67 m³/s du 15/09 au 15/06 et 1.9 m³/s du 15/06 au 15/09 ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à ce chiffre. Le fonctionnement de la centrale sera interdit tant que le débit réservé ne sera pas garanti (débit mesuré à la station de jaugeage de Lunéville).

Le dispositif de mesure du débit turbiné sera constitué par un enregistreur alphanumérique de niveau programmé pour transformer les informations reçues en mesure de débit.

Les valeurs retenues pour le débit maximal de la dérivation et le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau

Article 6 : Caractéristiques du barrage

Le barrage existant de type seuil-déversant, surmonté de clapets mobiles automatiques en rive droite et barrage composé de vannes levantes automatiques en rive gauche.

Caractéristiques du barrage rive droite :

	Clapet 1	Clapet 2	Clapet 3	Clapet 4	Clapet 5	Clapet 6
Altitude Dessus clapet (NGF IGN69) :	266.15	266.15	266.15	266.15	266.15	266.15
Altitude Radier béton (NGF-IGN69) ..	264.90	264.90	264.90	264.90	264.90	264.90
Longueur :	11m50	11m50	15m25	15m25	12m25	12m25
Construction ..	Bouchot	Bouchot	Bouchot	Bouchot	Bouchot	Bouchot
Année :	1987	1987	1987	1987	1987	1987
Fonctionnement :	Automat	Automat	Automat	Automat	Automat	Automat

Caractéristiques du barrage rive gauche :

	Vanne 1	Vanne 2	Vanne 3	Vanne 4	Vanne 5
Largeur de passage :	2m36	2m36	2m36	2m36	2m36
Altitude du radier (NGF IGN69) :	263.57	263.57	263.57	263.57	263.57
Altitude du haut de panneau (IGN69) :	263.57	263.57	263.57	263.57	263.57
Hauteur de panneau :	266.15	266.15	266.15	266.15	266.15
Construction panneau:	2m35	2m35	2m35	2m35	2m35
Construction châssis ..	Métal	Métal	Métal	Métal	Métal
Hauteur de relevée :	1m90	Métal+Béto 1m90	Métal+Béto 1m90	Métal+Béto 1m90	Métal+Béto 1m90

	Vanne 1	Vanne 2	Vanne 3	Vanne 4	Vanne 5
Manœuvre :	Motoréducteur sur double cric mécanique				
Fonctionnement :	Automat	Automat	Automat	Automat	Automat

Les principales caractéristiques de la retenue sont :

Surface (hors lit mineur) de la retenue : 20 000 m²

Volume de retenue : 150 000 m³

Le barrage appartient à la classe D

Article 7 : Évacuateur de crues, déversoir et vannes, dispositifs de prise et de mesure du débit à maintenir

Le dispositif de décharge sera constitué par les vannes du barrage; les vannes seront disposées de manière à pouvoir être facilement manœuvrées en tout temps ;

La répartition des débits se fera de la manière suivante :

Écoulement du débit réservé (Qr) réparti de la manière suivante :

Ouvrages	Période « hiver » (15/09 au 15/06)	Période « été » (15/06 au 15/09)
Passe à poissons en projet	0.5 m ³ /s	0.5 m ³ /s
Goulotte de débit d'attrait en projet	0.4 m ³ /s	0.4 m ³ /s
Goulotte de dévalaison existante	0.6 m ³ /s	0.3 m ³ /s
Vanne du barrage en rive gauche	0.1 m ³ /s	0.25 m ³ /s
Vanne du barrage en rive droite	0.07 m ³ /s	0.45 m ³ /s
Débit réservé total	1.67 m ³ /s	1.9 m ³ /s

Article 8 : Canal de fuite

Il n'existe pas de canal de fuite. Le rejet s'effectue directement dans la Meurthe.

Article 9 : Mesures de sauvegarde

Les eaux devront être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Indépendamment de la réglementation générale, notamment en matière de police des eaux, le permissionnaire sera tenu en particulier de se conformer aux dispositions ci-après

Dispositions relatives à la conservation, à la reproduction et à la circulation du poisson :

* Le permissionnaire entretiendra la passe à poissons (de manière à la maintenir fonctionnelle) qui sera créée dans un délai d'un an à compter de la date de parution du présent arrêté. La passe à poissons sera réalisée conformément au dossier présenté et validé par l'ONEMA en avril 2010.

* Dans un délai de 5 ans à compter de la date de parution du présent arrêté, le permissionnaire aménagera un système validé par les services de la DDT et de l'ONEMA visant à éviter la pénétration du poisson dans les turbines (espacement inter-barreaux de 20 mm maximum). Ce système tiendra compte des avancées scientifiques dans ce domaine

Article 10 : Repère

Les repères définitifs et invariables rattachés au nivellement général de la FRANCE et associé à une échelle limnimétrique scellée à proximité seront situés au niveau du barrage (repère constitué d'un boulon dont la face supérieure est calée à la cote 266.70 NGF-IGN69) et à l'aval (repère constitué d'une mire dont la face supérieure est calée à la cote 264.99 NGF-IGN69). Les échelles associées, dont le zéro indiquera le niveau normal d'exploitation de la retenue, devront toujours rester accessibles aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elles demeureront visibles aux tiers. Le permissionnaire sera responsable de leur conservation

Article 11 : Obligations de mesures à la charge du permissionnaire

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation prévus aux articles 5, 7, 9 et 10, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L214-8 du code de l'environnement.

Les enregistrements seront transmis au service Police de l'Eau trimestriellement et en cas d'anomalie, un compte rendu écrit sera transmis sous 1 mois.

Article 12 : Manœuvre des vannes de décharge et autres ouvrages

12.1. Le permissionnaire veillera à n'apporter aucune perturbation aux niveaux d'eau amont et aval du fait de l'exploitation de son installation. L'usine ne doit pas provoquer ou accentuer de variations anormales du débit de la rivière. L'usine doit fonctionner au fil de l'eau ; le fonctionnement en écluées est interdit. Le service Police de l'Eau sera prévenu en cas de dysfonctionnement entraînant une hausse du niveau du plan d'eau.

12.2. En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne s'abaisse pas au-dessous du niveau normal d'exploitation 266.15 NGF-IGN69 dans une limite de tolérance fixée à ± 0.05 m.

Le permissionnaire sera responsable de l'abaissement du plan d'eau tant que le débit prélevé par les turbines ne sera pas réduit à zéro.

De même, il sera responsable de l'élévation du plan d'eau tant que les clapets ou les vannages de décharge ne seront pas complètement levés.

Article 13 : Chasses de dégravage

Sans objet.

Article 14 : Vidanges

Sans objet.

Article 15 : Manœuvres relatives à la navigation

Sans objet.

Article 16 : Entretien de la retenue et du lit du cours d'eau

La présence du barrage est susceptible de modifier les conditions du transport sédimentaire. Il importe donc de veiller à la manœuvre des ouvrages de décharge en période de crues.

L'entretien périodique de la retenue est possible dans les conditions suivantes :

* Curage selon les profils en travers de l'état initial. Ces profils seront réalisés après la signature de l'arrêté préfectoral et seront transmis dans un délai d'un an au Service Police de l'Eau (SPE). Avant le curage, il sera procédé aux levés de profils en travers de la retenue qui permettront d'estimer le volume à extraire au vu des profils de l'état initial.

* Réalisation si besoin de pêches électriques de sauvegarde.

* Analyse préalable des sédiments permettant de définir la destination des matériaux retirés.

* Définition des zones de régalaage des matériaux avec le Service de Police de l'Eau.

* Obtention de l'autorisation préalable du Service de Police de l'Eau, après avis du gestionnaire du DPF, pour le curage sur présentation d'une note de présentation intégrant le volume à retirer et la qualité des matériaux

Article 17 : Observation des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

Article 18 : Entretien des installations

Tous les ouvrages appartenant au permissionnaire doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

En particulier, l'exploitant assurera la récupération, le tri et l'élimination de tous les flottants récupérés au niveau des grilles. Ces déchets seront acheminés dans un centre de tri de manière à assurer la traçabilité de leur élimination. Seuls les feuilles et petits bois pourront être rejetés dans la rivière.

Au titre de la sécurité ou de la sûreté des ouvrages hydrauliques autorisés, l'article R.214-112 du code de l'environnement classe le barrage de BACCARAT en classe D.

Conformément aux dispositions de l'article R.214-122 du code de l'environnement :

1. Le propriétaire ou l'exploitant du barrage tient à jour un dossier qui contient :

- tous les documents relatifs à l'ouvrage permettant d'avoir une connaissance la plus complète possible de sa configuration exacte, de sa fondation, de ses ouvrages annexes, de son environnement hydrologique, géomorphologique et géologique ainsi que de son exploitation depuis sa mise en service.

- une description de l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances.

- des consignes écrites dans lesquelles sont fixées les instructions de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances ainsi que celles concernant son exploitation en période de crue ; ces consignes précisent le contenu des visites techniques approfondies mentionnées à l'article R.214-123 du code de l'environnement.

2. Le propriétaire ou l'exploitant du barrage tient à jour un registre sur lequel sont inscrits les principaux renseignements relatifs aux travaux, à l'exploitation, à la surveillance, à l'entretien de l'ouvrage et de son dispositif d'auscultation, aux conditions météorologiques et hydrologiques et à l'environnement de l'ouvrage.

3. Ce dossier et ce registre sont conservés dans un endroit permettant leur accès et leur utilisation en toutes circonstances et tenus à la disposition du service chargé du contrôle.

Conformément à l'article R.214-123 du code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant du barrage surveille et entretient l'ouvrage et ses dépendances. Il procède à des vérifications du bon fonctionnement des organes de sécurité et à des visites approfondies de l'ouvrage.

L'article R.214-136 du code de l'environnement indique que pour les barrages de classe D les visites techniques approfondies mentionnées à l'article R.214-123 sont réalisées au moins une fois tous les dix ans.

Les ouvrages hydrauliques existants au 1er janvier 2008 et non conformes aux dispositions des articles du code de l'environnement visés ci-dessus devront être rendus conformes par leur propriétaire ou exploitant au plus tard le 31 décembre 2012.

Article 19 : Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident - Mesures de sécurité civile

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus aux articles 19 et 20 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation.

Article 20 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 21 : Occupation du domaine public

L'occupation du domaine public est assujettie à redevance pour les constructions présentes.

Article 22 : Communication des plans

Les plans des ouvrages à établir devront être visés dans les formes prévues au décret n°95-1204 du 6 novembre 1995.

Article 23 : Exécution des travaux. - Récolement. - Contrôles

Les ouvrages seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et aux plans visés par le préfet.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, auront, en permanence, libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Les travaux devront être terminés dans un délai de 5 ans (sauf pour la passe à poissons : 1 an) à dater de la notification du présent arrêté autorisant les travaux. Dès l'achèvement des travaux et au plus tard à l'expiration de ce délai, le permissionnaire en avise le préfet, qui lui fait connaître la date de la visite de récolement des travaux.

Lors du récolement des travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire dans les conditions prévues aux articles R. 214-77 et R. 214-78 du code de l'environnement.

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usiner ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement.

Article 24 : Mise en service de l'installation

La mise en service définitive de l'installation ne peut intervenir avant que le procès-verbal de récolement n'ait été notifié au permissionnaire.

Le cas échéant, un récolement provisoire peut permettre une mise en service provisoire.

Article 25 : Réserves en force

Sans objet.

Article 26 : Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 et L. 214-4 du code de l'environnement, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement.

Article 27 : Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 11 mettent en évidence des atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement et en particulier dans les cas prévus à ses articles L211-3 et L214-4, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application des articles 12 et 32 du décret 2006-880 du 17 juillet 2006.

Article 28 : Cession de l'autorisation - Changement dans la destination de l'usine

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de la demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

La notification devra comporter une note précisant les capacités techniques et financières du repreneur et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 91 de la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 et l'article 1er du décret n° 70-414 du 12 mai 1970 concernant la nationalité des concessionnaires et permissionnaires d'énergie hydraulique. Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

Article 29 : Redevance domaniale

Sans objet.

Article 30 : Mise en chômage - Retrait de l'autorisation - Cessation de l'exploitation - Renonciation à l'autorisation

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire de la présente autorisation, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'article 216-1 du code de l'environnement concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension de l'autorisation.

Il est rappelé que le contrat d'achat par EDF de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86-203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93-925 du 13 juillet 1993.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux années, sauf prolongation des délais par arrêté complémentaire, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

Article 31 : Renouvellement de l'autorisation

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

Article 32

Le règlement d'eau du 25 mai 1927 est abrogé et remplacé par le présent règlement d'eau.

Article 33 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Baccarat.

Copie en sera également adressée au service chargé de l'électricité.

En outre, une copie du présent arrêté d'autorisation, ainsi qu'un exemplaire du dossier de demande de renouvellement d'autorisation seront mis à la disposition du public pour information à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de Baccarat ;

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins un an.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois; une attestation de l'accomplissement de cette formalité sera adressée par le maire et envoyée au préfet ;

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du permissionnaire.

Article 34 : voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans les conditions fixées par l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de la justice administrative.

Article 35 : exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- le sous-préfet de Lunéville,
- le directeur la la société SNC Bouchot et Cie,
- le directeur départemental des territoires,
- le maire de la commune de Baccarat,
- le chef de l'Onema,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueils des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de BACCARAT.

Nancy, le 4 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi du site de la société VICAT à XEUILLEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006/206 du 21 avril 2006 modifié réglementant les activités de la société VICAT à XEUILLEY, en particulier concernant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission locale d'information et de surveillance ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2008 reconduisant la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) de la société VICAT située sur le territoire de la commune de XEUILLEY ;

CONSIDERANT que le mandat des membres de la CLIS de la société susvisée est échu ;
CONSIDERANT que les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par la société VICAT, au regard des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, justifient la création d'une commission de suivi de site ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : Création

Il est créé une commission de suivi du site pour les installations exploitées par la société VICAT sur le territoire de la commune de XEUILLEY.

Article 2 : Composition de la commission

La commission est composée des cinq collèges suivants :

*** Collège « administrations de l'Etat »**

- le préfet ou son représentant,
- la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant ,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant,

*** Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » comprend :**

- M. le maire de XEUILLEY ou son représentant,
- M. le maire de FROLOIS ou son représentant.

*** Collège « exploitant »**

- M. le directeur de la société VICAT ou son représentant.

*** Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »**

- M. le président de l'association « Consommation Logement et Cadre de Vie » (CLCV) ou son représentant,
- M. Jean-pierre LARDIN, riverain

*** Collège « salariés »**

- M. Didier VENTRE, membre du Comité d'entreprise de la société VICAT,

*** Outre les membres de ces cinq collèges, la commission comprend la personnalité qualifiée suivante :**

- M. le directeur d'AIRLORRAINE ou son représentant,

Article 3 : Présidence

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Article 4 : Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres est de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions par le préfet.

Article 5 : Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission a pour missions :

1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est régulièrement tenue informée :

1° Des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

2° Des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement, et notamment de ceux mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;

Sont exclus des éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

Article 6 : Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant de chaque collège.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

Article 7 : Règles de fonctionnement**7-1** : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis 14 jours calendaires avant la date de réunion de la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière .

7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la présente commission est assuré par les services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer les modalités d'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

Article 9 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture. Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 5 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 9 octobre 2012 portant : 1°) Déclaration d'utilité publique a) des travaux de dérivation des eaux souterraines par le forage de Bénaménil, sur la commune de Bénaménil et au bénéfice du syndicat intercommunal des eaux de MANONVILLER-OGEVILLER ; b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau ; 2°) Autorisation d'utiliser de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;
 VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;
 VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;
 VU le code minier et notamment l'article 131 ;
 VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;
 VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;
 VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
 VU l'arrêté du 11 septembre 2003 consolidé portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
 VU l'arrêté du 11 septembre 2003 consolidé portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
 VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;
 VU le courrier du 21 juin 2007 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt autorisant l'exécution du forage ;
 VU la délibération du conseil syndical du syndicat intercommunal des eaux de Manonviller-Ogéville du 4 mars 2008 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de Bénaménil ;
 VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi le 21 avril 2009 ;
 VU le courrier du 27 octobre 2011 du service en charge de la police de l'eau autorisant le prélèvement d'eau dans le milieu naturel au titre de l'antériorité du prélèvement sur la loi sur l'eau de 1992 ;
 VU l'arrêté préfectoral du 06 mars 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection du forage de Bénaménil, sur la commune de Bénaménil et au bénéfice du syndicat intercommunal des eaux de Manonviller-Ogéville ;
 VU les pièces du dossier d'enquête à laquelle il a été procédé dans la commune de Bénaménil ;
 VU le registre d'enquête et les pièces attestant de son bon déroulement ;
 VU l'avis du commissaire enquêteur émis le 26 mai 2012 à l'issue de l'enquête ;
 VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 20 septembre 2012 ;
 CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;
 CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine du syndicat des eaux de Manonviller-Ogéville énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
 CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine du syndicat des eaux de Manonviller-Ogéville ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par le forage sur la commune de Bénaménil, par le syndicat intercommunal des eaux de Manonviller-Ogéville, dénommé ci-après "la collectivité" ;
- 2°) l'établissement d'un périmètre de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation d'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la collectivité :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le forage de Bénaménil ;
- 2°) l'établissement d'un périmètre de protection autour de ce point d'eau ainsi que les servitudes associées à ce périmètre.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 : Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

Nom du captage	Commune d'implantation	N° de parcelle	Code BSS	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X	Y	Z
Forage de Bénaménil	BENAMENIL	ZE 108	02692X0039	918 031	2 405 819	241

Article 4 : Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 330 000 m³/an à raison de 80 m³/h.

Article 5 : Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 : Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 : Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRE DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 : Définition du périmètre de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiate du forage de Bénaménil.

8-1 - Périmètre de protection immédiate du forage communal

Le périmètre de protection immédiate du forage est situé sur la commune de Bénaménil et concerne la parcelle ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
BENAMENIL	ZE	Au chêne	108 - a
Surface totale du périmètre			10 a

Article 9:- Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Le terrain nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate est la propriété du syndicat intercommunal des eaux de Manonviller-Ogéviller et doit le rester. Il est clôturé et est accessible uniquement aux personnes chargées du contrôle, du fonctionnement ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

La surface du périmètre de protection immédiate est déboisée et régulièrement entretenue. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 : Travaux à réaliser

Les réservoirs de stockage de Leintrey, Ogéviller et Lagarde ainsi que la station de traitement des eaux de Manonviller seront protégés par une clôture grillagée empêchant l'accès aux personnes autres que celles chargées du contrôle, du fonctionnement et de l'entretien des installations dans un délai de deux ans.

Un contrôle décennal du forage par inspection vidéo et essai de pompage est réalisé afin d'en surveiller le vieillissement.

La réflexion sur la diversification de l'approvisionnement en eau du syndicat doit être engagée.

Article 11 : Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Bénaménil et le président du syndicat des eaux de Manonviller-Ogéviller sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur du périmètre de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 12 : Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 13 : Traitement

L'eau prélevée doit faire l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé de déferrisation puis de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 14 : Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme d'analyses départemental fixé par la délégation territoriale de Meurthe et Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15 : Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

Annexe 1 : Plan au 1/10000e de localisation du forage communal

Annexe 2 : Plan parcellaire du périmètre de protection immédiate

Annexe 3 : Etat parcellaire récapitulatif du périmètre de protection immédiate

Article 16 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa mention au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 17 : Publicité

Le présent arrêté est affiché à la mairie de Bénaménil pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au plan local d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune de Bénaménil et le président du syndicat des eaux de Manonviller-Ogéviller conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 18 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- au tribunal administratif.

Article 19 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur général de l'agence régionale de santé, le directeur départemental des territoires, le président du syndicat intercommunal des eaux de Manonviller-Ogéviller et le maire de la commune de Bénaménil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 9 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 11 octobre 2012 fixant les modalités d'application au niveau départemental des conditions prévues au 1° de l'article R141-21 du code de l'environnement concernant les associations agréées au titre de protection de l'environnement souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances consultatives

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L141-1, L141-3 et R141-21;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;

VU le décret n°2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable et notamment son article 3;

VU l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 fixant les modalités d'application au niveau national de la condition prévue au 1° de l'article R141-21 du code de l'environnement concernant les associations et fondations souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les modalités d'application au plan départemental de la condition prévue au 1° de l'article R141-21 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Une association agréée dans le cadre départemental au titre de l'article L 141-1 du code de l'environnement peut-être habilitée à siéger dans les instances consultatives du département de Meurthe-et-Moselle ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable si pour l'année précédant la date de dépôt de la demande, elle justifie :

1° d'un nombre de membres à jour de leur cotisation d'au moins à 50 ;

2° d'une activité effective dans, au moins, 2 arrondissements du département.

Article 2 : Une fondation reconnue d'utilité publique peut -être habilitée à siéger dans les instances consultatives du département de Meurthe-et-Moselle ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable si pour l'année précédant la date de dépôt de la demande, elle justifie :

1° d'un nombre de donateurs supérieur à 100 ;

2° d'une activité effective dans, au moins, deux arrondissements du département.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires.

Nancy, le 11 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté complémentaire n° 2012-521 bis du 15 octobre 2012 nommant les membres du bureau de la commission de suivi de site des sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST à LUDRES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-521 en date du 4 juillet 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) des sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST situées sur le territoire de la commune de LUDRES ;

CONSIDERANT que les membres du bureaux ont été désignés à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la CSS qui a eu lieu le 19 septembre 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2012-521 du 4 juillet 2012 portant création de la commission de suivi de site des sociétés NANCY ENERGIE, RIMMA et ONYX EST à LUDRES est complété ainsi qu'il suit :

Le bureau est composé de :

Collège « administrations de l'Etat »

- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant ;

Collège « élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale »

- M. le Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant ;

Collège « exploitant »

- M. le directeur de la société ONYX EST ou son représentant ;

Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »

- Mme la présidente de l'association Fléville Environnement Urbain et Rural ou son représentant ;

Collège « salariés »

- M. Christian STAUDT, délégué syndical CFE/CGC Dalkia Est.

Article 2 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 15 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 16 octobre 2012 modifiant l'arrêté en date du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi du site de la société VICAT à XEUILLEY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-2-1, L. 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi de site (CSS) de la société VICAT située sur le territoire de la commune de XEUILLEY ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2012 portant création de la commission de suivi de site de la société VICAT à XEUILLEY est modifié ainsi qu'il suit :

Collège « riverains et associations de protection de l'environnement »

- M. le président de l'association « Consommation Logement et Cadre de Vie » (CLCV) ou son représentant,

- M. Thierry MAHEVAS, riverain.

Article 2 : Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 16 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS*Bureau de l'interministérialité***Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-37 entre l'administration chargée des domaines et la Direction Départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle**

Le 5 octobre 2012, la convention d'utilisation n° 54-2010-37 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DES DOMAINES, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire,

et

La Direction Départementale de la Protection des Populations de Meurthe-et-Moselle, représentée par Madame la directrice départementale de la protection des populations, dont les bureaux sont à la Direction Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle, 50 rue des Ponts à Nancy, l'utilisateur.

L'immeuble situé à Nancy, 2 rue Cyfflé, fait l'objet d'un avenant sur les articles 5, 11 et 12 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Convention d'utilisation n° 54-2010-15 entre l'administration chargée du domaine et Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP

Le 14 octobre 2012 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R.2313-1 à R.2313-5 et R.4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, la convention d'utilisation n° 54-2010-15 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du Préfet de Meurthe-et-Moselle qui lui a été consentie, le propriétaire,

et

Monsieur le Préfet, Délégué pour la Sécurité et la Défense SGAP Espace Riberpray, rue de Belle Isle à Metz, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur des locaux faisant partie de l'ensemble immobilier appartenant à l'Etat, sis 1 avenue Raymond Poincaré à Longwy et cadastré section AP n° 50 pour 28a 93ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général
Jean-François RAFFY

Arrêté n° 12 BI 49 du 15 octobre 2012 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration du territoire ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel n°09/1475/A du 21 janvier 2010 portant mutation, nomination et détachement de Mme Antoinette AUDIA, attachée principale d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, à l'effet de signer dans le cadre des attributions de la direction, les décisions se rapportant notamment aux objets suivants :

1-1 - CITOYENNETE

100. nomination des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nancy
 101. conclusion de marchés publics dans le cadre des échéances électorales
 102. déclaration de mandataires financiers dans le cadre des élections
 103. récépissé de déclaration de candidature provisoire
 104. récépissé de déclaration de candidature définitif
 105. liquidation financière des élections politiques et professionnelles (factures, frais d'assemblée électorale, subvention aux mairies pour l'achat d'urnes et d'isoloirs, remboursement des procurations et des frais de déplacements des OPJ, remboursement des frais de campagne....) à l'exception des états de rémunération liés à la mise sous pli et des indemnités pour travaux supplémentaires
 106. déclaration d'option pour le service national
 107. recherches dans l'intérêt des familles
 108. livrets et carnets de circulation pour les gens du voyage
 109. arrêté portant rattachement administratif à une commune pour les gens du voyage
 110. récépissés de création, modifications et dissolution des fonds de dotation
 111. récépissés de création, modifications et dissolution des associations loi 1901
 112. récépissés de création, modifications et dissolution des associations syndicales libres
 113. accusé réception de transmission des comptes annuels et rapport d'activités des associations reconnues d'utilité publique et des fondations
 114. décision de non opposition en cas de legs ou donation à des associations, congrégations...
 115. signature des cartes nationales d'identité
 116. demande d'inscription d'opposition de sortie de territoire
 117. laissez-passer pour enfant mineur
 118. autorisation de voyage collectif
 119. attestations constatant des faits ou des droits
 120. statistiques mensuelles et comptabilité matière
 121. correspondances relevant des attributions du bureau de la citoyenneté, hors décisions défavorables
 122. demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau de la citoyenneté
 123. bordereaux d'envoi y compris pour télécopies de documents pour toutes les attributions du bureau de la citoyenneté
 124. Agents immobiliers :
 - 1241 - Toutes correspondances relatives à l'instruction des demandes
 - 1242 - Délivrance, suspension et retrait de cartes professionnelles
 125. Opérateurs funéraires :
 - 1251 - Habilitations, suspension et retrait d'autorisation d'exercer
 - 1252 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des chambres funéraires
 - 1253 - Instruction de ces procédures, y compris les mises à enquête publique
 - 1254 - Autorisations de transports de corps à l'étranger, dérogation des délais d'inhumation et de crémation
 126. Foires commerciales : récépissés de déclaration
 127. Autorisation d'appel à la générosité publique
 128. Délivrance de cartes de guide-conférencier
 129. Tourisme :
 - 1291 - Classement des offices de tourisme et des communes touristiques
 - 1292 - Délivrance de cartes professionnelles de conducteur de voiture de tourisme
 - 1293 - Autorisation d'exploitation des trains touristiques
 130. Réglementations diverses :
 - 1301 - Récépissé de déclaration des ventes en liquidation
 - 1302 - Agrément des commissaires pour les hippodromes
 - 1303 - Délivrance de titres de maître restaurateur
 - 1304 - Autorisation de loteries
- 1-2 - USAGERS DE LA ROUTE**
- 210. Taxis :**
- 2101 - Toutes correspondances et décisions relatives à la préparation et l'organisation de l'examen professionnel de conducteur de taxis
 - 2102 - Nomination du jury d'examen
 - 2103 - Délivrance, suspension et retrait de la carte professionnelle de conducteur de taxis
 - 2104 - Commission départementale des taxis et véhicules de petite remise : nomination des membres et présidence de séance
- 211. Dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express :**
- 2111 - Agrément, suspension et retrait d'agrément des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
 - 2112 - Présidence de la commission départementale des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express.
- 212. Certificats d'immatriculation :**
- 2121 - Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
 - 2122 - Bordereaux d'envoi de documents
 - 2123 - Demande d'enquêtes
 - 2124 - Correspondances relevant des attributions de la section des certificats d'immatriculation.
 - 2125 - Conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
 - 2126 - Suspension des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
 - 2127 - Annulation des conventions d'habilitation des professionnels de l'automobile
 - 2128 - Convention d'agrément des professionnels de l'automobile
 - 2129 - Suspension ou annulation des conventions d'agrément des professionnels de l'automobile
- 213. Permis de conduire :**
- 2131 - Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
 - 2132 - Bordereaux d'envoi de documents
 - 2133 - Demande d'enquêtes

- 2134 - Correspondances relevant des attributions de la section des permis de conduire.
2135 - Délivrance des titres permis de conduire + échange et refus d'échange de permis étrangers
2136 - Arrêtés concernant les permis à points :
REF 44, récépissé de remise d'un permis de conduire invalidé pour solde de points nul
REF 47, reconstitution de points du permis de conduire
REF 3F, suspension provisoire immédiate du permis de conduire
REF 1F, suspension provisoire du permis de conduire
REF 3E, interdiction temporaire immédiate de conduire en France
REF 1E, interdiction temporaire de conduire en France
REF 4F, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
REF 4E, modification ou confirmation d'un précédent arrêté
2137 - Arrêtés concernant la commission médicale :
REF 61, mesures administratives consécutives à un examen médical
2138 - Arrêtés relatifs aux agréments :
Agrément, refus, suspension, retrait d'agrément, et toutes décisions relatives à ces agréments pour les :
- centres de tests psychotechniques
- centres de récupération de points
- médecins de la commission médicale
- médecins exerçant en cabinet médical
- centres de contrôle technique
- contrôleurs techniques
- gardiens de fourrières
2139 - Arrêtés relatifs aux immobilisations et mises en fourrière de véhicules :
- signature des arrêtés d'immobilisation et/ou de mise en fourrière des véhicules au titre de l'article L.325-1-2 du code de la route

1-3 - IMMIGRATION ET NATIONALITE

300. 1^{er} récépissés (toutes demandes) et renouvellements de récépissé (uniquement dans le cadre de l'asile)
301. Autorisations provisoires de séjour (hors titre humanitaire)
302. Demandes d'enquête
303. Demandes de complément de dossiers relevant des attributions du bureau des étrangers
304. Télécopies de documents ne comportant pas de décisions
305. Convocations aux entretiens
306. Remise de titres de séjour des étrangers
307. Titres de séjour des étrangers
308. Documents de circulation pour étranger mineur et titres d'identité républicains
309. Renouvellement de récépissés (hors asile)
310. Autorisations provisoires de séjour (à titre humanitaire)
311. Récépissés de dépôt de dossier de demande de naturalisation, procès-verbaux d'assimilation relatifs à la demande de naturalisation et documents relatifs à l'acquisition de la nationalité française par déclaration à raison du mariage.
312. Refus de délivrance d'autorisation provisoire de séjour
313. Titres de voyage des réfugiés et apatrides
314. Prolongation des visas des passeports
315. Attestations constatant des faits ou des droits
316. Courriers accompagnant la délivrance des autorisations provisoires de séjour suite à l'annulation d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'une obligation de quitter le territoire français par le Tribunal administratif
317. Toutes décisions favorables aux demandeurs
318. Laissez-passer
319. Décisions relevant des articles L511-1 à L511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les décisions de placement en rétention administrative visées au titre 5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, les demandes de prolongation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance, les mémoires dans le cadre du contentieux d'urgence lié à la rétention et sa prolongation ainsi que les décisions d'assignation à résidence visées au titre 6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.
320. Toutes décisions défavorables concernant notamment le refus de regroupement familial, le refus de la carte de résident ou de certificat de résidence d'Algérien valable dix ans, le refus de l'admission au séjour, la confirmation des arrêtés de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire français.
321. Abrogations d'arrêtés de refus de séjour assortis de l'obligation de quitter le territoire français.
322. Représentation de l'État, dans le cadre du contentieux administratif et judiciaire des mesures d'éloignement.
323. Signature de tous les contentieux d'urgence liés aux procédures d'éloignement.

Article 2 :

2-1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-1, dans le domaine de la citoyenneté, à l'exception du domaine indiqué en 100, sera exercée par M. Alban OLMEDO, attaché, chef du bureau de la citoyenneté ou, en l'absence de ce dernier, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef de bureau.

2-2 : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 101 à 130 :

- à M. Alban OLMEDO, attaché, chef du bureau de la citoyenneté ou, en son absence, par M. Alex BAILLY, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint au chef de bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alban OLMEDO ou de M. Alex BAILLY, délégation de signature est donnée à :

- Mme Christine DEBAIZE, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les domaines désignés en 106 à 108, 111 à 114 et 121 à 130.

- Mme Odile SBUTTONI, secrétaire administrative de classe supérieure, pour les domaines désignés en 102, 103, 105 et 121 à 123.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-2, dans le domaine des usagers de la route sera exercée par Mme Laurence PIEKARSKI, attachée principale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Laurence PIEKARSKI, délégation de signature est donnée à Mme Evelynne GEOFFROY, attachée, pour les domaines désignés en 1.2 (usagers de la route).

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Laurence PIEKARSKI, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Catherine TOUSSAINT, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, pour les domaines désignés en 213, à l'exception dans le 2136 des décisions de suspension des permis de conduire et interdiction temporaire et modification d'un précédent, arrêté des décisions de refus d'échange de permis de conduire étrangers et du domaine 2139.

Article 4 :

4-1 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1-3, dans le domaine de l'immigration et de la nationalité sera exercée par Mme Sabine CHOIGNOT, attachée principale, chef de bureau, ou en son absence par Mme Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef de bureau.

4-2 : Délégation de signature est donnée à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 319, 321, 322 et 323 à Mme Sabine CHOIGNOT, attachée principale, chef de bureau ou en son absence par Mme Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef de bureau.

4-3 : La délégation de représentation du préfet visée au domaine 322 est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à Mme Brigitte LELOUP, attachée, chef de la section " éloignement ", Mmes Claire TRANDAFIR, Anne THOMAS, Audrey LEFORESTIER et Stéphanie CONTAL, secrétaires administratives de classe normale.

4-4 : Délégation de signature est donnée, dans le cadre des astreintes des week-ends et jours fériés à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 319, 322 et 323 à Mmes Sabine CHOIGNOT, attachée principale, Caroline VASSON, attachée, adjointe au chef de bureau, Brigitte LELOUP, attachée, chef de la section " éloignement ", Mmes Claire TRANDAFIR, Anne THOMAS, Audrey LEFORESTIER, Agathe ANDRE et Stéphanie CONTAL, secrétaires administratives de classe normale.

4-5 : Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 303 à 306 à Mmes Catherine CLAUDIN, Angela DIAFERIA, Marie-Claire LAURENT, Gwenaëlle ROY, Sylviane BILOT, Isabelle RAGON, Stéphanie CONTAL, Christelle SCHÖNI, Sabine GELLENONCOURT, Sakina LABIED et Marjorie MATHIEU et à MM Jean-Yves GAILLARD, Bruno GUILLEMIN et Fabrice ELOPHE, adjoints administratifs.

4-6 : Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er dans les domaines indiqués de 300 à 310 à Mmes Brigitte LELOUP, Caroline VASSON, attachées, à Mmes Sylvie KRIZAN, Agathe ANDRE, Anne THOMAS, Claire TRANDAFIR, Audrey LEFORESTIER et Aurélie HEUZE et MM. Hervé JEANNEROT et Sébastien MARC, secrétaires administratifs.

4-7 : Délégation de signature est donnée, sous le contrôle et l'autorité de Mme Antoinette AUDIA et de Mme Sabine CHOIGNOT, à l'effet de signer les documents désignés à l'article 1er :

- dans les domaines indiqués de 303 à 305 et 311 à Mlle Emilie ORY, secrétaire administrative de classe normale, chef de la section " naturalisations "

- dans les domaines indiqués de 303 à 305 et 311 à Mmes Christine HOLLARD, adjoint administratif principal de 2ème classe et Martine VAUQUOIS-ROUQUIER, adjoint administratif de 1ère classe.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature du préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : Les arrêtés préfectoraux n°11.BI.119 du 19 décembre 2011 et n°12.BI.06 du 10 février 2012 accordant délégation de signature à Mme Antoinette AUDIA, directrice des libertés publiques, sont abrogés.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice des libertés publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de Détention de Toul - Décision du 8 octobre 2012 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

Le Directeur du Centre de Détention de Toul,

VU le décret n° 2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire,

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1,

DECIDE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Messieurs Patrick COLLIGNON et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché de l'Administration de l'Etat, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Claude CHRISTOPH, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- M. Lionel BARBIER, lieutenant	- M. Jozef KALAVSKY, lieutenant
- M. Damien DEMANGE, lieutenant	- M. Didier PETITJEAN, capitaine
- M. Christian ECKER, capitaine	- M. Philippe ROBET, capitaine

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- M. BERNARD Fabrice, major	- M. ANDRIS Fabien, 1er surveillant
- M. AUBRY Philippe, 1er surveillant	- M. CARBONI Jean-Raymond, 1er surveillant
- M. DEFAUSSE Arnaud, 1er surveillant	- M. DIDELOT Hervé, 1er surveillant
- M. DJERFI Brahim, 1er surveillant	- M. FERINO Laurent, 1er surveillant
- M. FLORENTIN Laurent, 1er surveillant	- Mme MALARME Christelle, major
- M. MULLER Patrick, 1er surveillant	- M. POIRSON Gérard, 1er surveillant

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 8 octobre 2012

Le Directeur,
F. GERVAIS

Le Directeur du Centre de Détention de Toul donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1ers surveillants
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	X			X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X			X		
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP						
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X	X		X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP						
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X			X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP						
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X			X	X	X
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP						
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP						
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP						
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP						
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D444-1 CPP						

Toul, le 8 octobre 2012

Le Directeur,
F. GERVAIS

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est -M-54-098 du 8 octobre 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux relevés topographique sur A33

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2012-158 du 10 mai 2012 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 18 septembre 2012 présenté par le district de Nancy;

VU l'avis de la CUGN en date du 13 septembre 2012;

VU l'avis de la commune de Ludres en date du 18 septembre 2012

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 02 octobre 2012;

VU l'information du CRICR;

VU l'avis du district de Nancy en date du 17 septembre 2012;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2. Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A33	
POINTS REPERES	PR 10+120 au PR 6+850	
NATURE DES TRAVAUX	A33 Travaux Topographiques	
PERIODE GLOBALE	Du 08 octobre 2012 au 12 octobre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	- Basculement de circulation du Sens Strasbourg/Paris vers le sens Paris/Strasbourg suivant les ITPC existants au PR 10+120 et au PR 6+850 - Limitation de vitesse à 70Km/h sur la section basculée - Neutralisation de la voie rapide dans le sens Paris/Strasbourg ,la neutralisation de la voie rapide dans le sens Strasbourg /Paris et le basculement de la circulation du sens Strasbourg /Paris VL + VR sur la voie rapide du sens Paris/Strasbourg suivant les ITPC existants 10,120 et 6,850 longueur 3270 mètres	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - District de Nancy CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
	Du 08 Octobre 2012 au 12 octobre 2012 De 20h30 à 06h30 Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatique et techniques	<u>Sens Paris/Strasbourg:</u> AK5 au PR 5+600 <u>Sens Strasbourg/Paris:</u> AK5 au au PR 11+900	Basculement de la circulation du sens Strasbourg /Paris sur la voie rapide du sens Paris/Strasbourg, suivant les ITPC existants au PR 10+120 et au PR 6+850	- Limitation de vitesse 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de vitesse à 70 km/h sur la section basculée (double sens) - Interdiction de dépasser pour tous véhicules. Déviations Bretelle Nancy-Paris A330 accès A33 fermé Les usagers en provenance de Nancy et en direction de Paris sont invités à rester sur la section courante de l'A330 direction Épinal, jusqu'à l'Echangeur n°5 de Ludres, prendre la bretelle Nancy-Ludres, rue Pasteur et bretelle Ludres-Nancy où les usagers retrouveront la direction Paris permanente de l'A330 vers l'A33 et basculement

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Ludres;

affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;

diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire des médias et d'un communiqué d presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Ludres.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le président de la CUGN.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulin-lès-Metz, le 8 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté ARS-DT 54 N° 1004/2012 du 20 septembre 2012 portant fixation du tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au 1er août 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
 VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
 VU l'arrêté ARS/DT 54 N° 391/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er août 2012 seront appliqués pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, les tarifs journaliers de prestations suivants :

Hospitalisation complète	
11: Médecine et U.H.T.C.D.	970.00 €
35: SSR non spécialisé	400.00 €
Transports médicalisés	
SMUR terrestre (par demi-heure médicalisée)	975.00 €

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 20 septembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
 Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et
 de l'animation territoriale,
 Lucien VICENZUTTI

Décision n° 2012-0579 du 24 septembre 2012 fixant la dotation globale de financement pour l'année 2012 appartements de coordination thérapeutique (ACT) gérés par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » - FINESS N° 54 002 182 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L313-8 et L314-3 à L314-8, ainsi que les articles R314-1 à R314-204 ;
 VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles R174-7 et R174-8 ;
 VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012, publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;
 VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination de Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU l'arrêté du 22 avril 2006 modifiant et complétant l'arrêté du 22 octobre 2003 fixant les modèles de documents prévus aux articles R314-10, 13, 17, 19, 20, 48 et 82 du CASF, complété par l'arrêté du 9 juillet 2007 ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;
 VU l'arrêté du 6 juin 2012 publié au journal officiel du 22 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L.314-3-3 du code de l'action sociale ;
 VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
 VU la circulaire interministérielle n° DGCS/SD5C/DGS/DSS/2012/199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartements de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisés (LAM) et l'expérimentation « un chez soi d'abord » ;
 VU l'arrêté DGARS/2011/n°364 du 27 septembre 2011 accordant l'extension d'une place d'appartement de coordination thérapeutique à l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » à Nancy, portant ainsi la capacité de l'établissement à 15 places ;
 VU la décision ARS-DT54/20120206-018 du 7 février 2012 fixant pour 2012 la dotation globale de financement des ACT gérés par l'association Accueil et Réinsertion sociale,
 VU la demande présentée par l'établissement et après avoir respecté la procédure contradictoire ;

DECIDE

Article 1er : Pour l'exercice budgétaire 2012, les recettes et les dépenses prévisionnelles des appartements de coordination thérapeutique, gérés par l'association Accueil et Réinsertion Sociale, sont modifiées comme suit à compter du 1er octobre 2012 :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros
Dépenses	Groupe I - Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 200
	Groupe II - Dépenses afférentes au personnel	301 328
	Groupe III - Dépenses afférentes à la structure	137 046
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	474 574
Recettes	Groupe I - Produits de la tarification	454 462
	Groupe II - Autres produits relatifs à l'exploitation	20 112
	Groupe III - Produits financiers et produits non encaissables	0
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	474 574

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2012, la dotation globale de financement des appartements de coordination thérapeutique gérés par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » est fixée à 454 462 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1er janvier au 30 septembre 2012 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R314-36-III du CASF, le tarif fixé à l'article 2 de la présente décision sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement.

Nancy, le 24 septembre 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le délégué territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Service produits de santé et biologie

Arrêté n° 2012-1008 du 24 septembre 2012 portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical de la Société par Actions Simplifiée « IP SANTE DOMICILE » pour son site de Stiring-Wendel

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment l'article L. 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;

VU l'arrêté n°2012-0930 du 24 août 2012 portant autorisant de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical - Société IP SANTE DOMICILE STIRING WENDEL ;

VU la circulaire n° DGS/SD3A/2001/234 du 25 mai 2001 relative aux autorisations préfectorales accordées à des personnes morales en vue de la dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

CONSIDERANT la demande de modification présentée par la Société par Actions Simplifiée « IP Sante Domicile » en date du 7 septembre 2012 ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté la Société par Actions Simplifiée « IP SANTE DOMICILE » est autorisée à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 16 rue Montbrillant – Buoparc Rive Gauche – 69003 LYON

Site de rattachement : Z.I de Heid – Hall n° 6A – Stiring Wendel

Pharmacien responsable : Mme Stéphanie GUERQUIN (0,4 ETP)

Aire géographique desservie : Lorraine : Meurthe et Moselle (54) et Moselle (57) Alsace : Bas Rhin (67)

Article 2 : Les activités de ces sites doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 3 : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration au Directeur Général de l'ARS Lorraine ;

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société « IPSANTE DOMICILE » et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la Section D) ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace ;

- Monsieur le directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe et Moselle et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté ARS n° 2012-1052 du 8 octobre 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par M. François METCHE, Centre Commercial Les Ombelles, 1087 avenue Pinchard - 54000 Nancy, au n° 632 de la même avenue - LICENCE N° 54#001072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 août 1961 portant l'octroi de la licence n°292 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise dans le centre commercial n° 1 du Haut du Lièvre 54000 Nancy

VU la déclaration d'exploitation par Monsieur François METCHE de l'officine de pharmacie sise centre commercial Les Ombelles, 1097 avenue Pinchard à Nancy enregistrée le 25 septembre 2005 sous le n° 872 ;

CONSIDERANT la demande présentée le 17 octobre 2011 par Monsieur François METCHE, Docteur en Pharmacie, en vue de transférer son officine du centre commercial Les Ombelles, 1087 avenue Pinchard à Nancy, au numéro 632 de la même avenue, reconnue complète après transmission d'éléments complémentaires le 17 août 2012 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- l'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 13 août 2012 ;

- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 6 septembre 2012 ;
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 17 août 2012 ;
- l'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine sollicitée par courrier du 30 juillet 2012 ;
- l'absence d'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine ;
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies dans le respect des remarques émises ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Nancy où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 106 318 habitants selon le recensement de la population légale en 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;
CONSIDERANT que, conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDERANT que 44 officines sont installées sur la commune de Nancy; et que deux d'entre elles sont situées dans ce quartier anciennement dénommé Haut-du-Lièvre ;
CONSIDERANT que le centre commercial les Ombelles abritant les locaux occupés actuellement par l'officine de M. METCHE sera partiellement détruit ;
CONSIDERANT que les logements détruits dans le quartier desservi par le centre commercial les Ombelles dans le cadre du réaménagement du quartier seront compensés par des constructions situées vers le nouveau pôle commercial qui prévoit des locaux pour les deux pharmacies du quartier ;
CONSIDERANT que le lieu proposé est distant de 400 mètres du lieu d'origine ;
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier ;
CONSIDERANT que ce transfert dans des locaux plus vastes devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur François METCHE, en vue de transférer son officine au numéro 872 de l'avenue Pinchard à Nancy est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001072.

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé uniquement en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n°292 octroyée en date du 17 août 1961 sera caduque dès la date effective du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur François METCHE et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Région Lorraine et du département de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2012-1053 en date du 9 octobre 2012 modifiant la composition de la Conférence de Territoire - 2 - territoire de santé de Meurthe & Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L. 1432-2 du code de la santé publique;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret n° 2010-347 du 31 mars 2010 relatif à la composition et au mode de fonctionnement des conférences de territoire ;

VU le décret en date du 8 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 novembre 2010, définissant les territoires de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011 - 35 en date du 7 février 2011, portant composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012 - 206 en date du 23 février 2012, modifiant la composition de la Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La conférence de territoire de Meurthe et Moselle dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : ETABLISSEMENTS DE SANTE

Représentants des personnes morales gestionnaires des établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Renaud MICHEL (FEHAP - OHS VANDOEUVRE)	Claude SCHARF (FEHAP - Directeur MH Baccarat)
Gilles BAROU (FHF - CPN Laxou)	Marie-Noëlle QUENTON (FHF – HLI Pompey)
Jean-Paul COLOTTE (FHF – CH Toul)	Jean-Marc LALLEMAND (FHF – CH Lunéville)
Philippe CHEVRIER (Directeur UGECAM)	Françoise OPIOLA (Directrice UGECAM - IRR)
Jacques DELFOSSE (FHP-Vitalia)	Philippe TOURRAND (FHP-Clinique Essey)

Présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissements de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Hélène NOEL (FEHAP MH Saint Charles)	Anne-Marie PEDUZZI (FEHAP MRCSSR Flavigny sur Moselle)
Michel CLAUDON (FHF – CHU)	Alain MITON (FHF – Maternité Régionale)
David PINEY (FHF – Lunéville)	Isabelle GINDRE (FHF – Toul)
Christian BRETON (FHP – Clinique Louis Pasteur)	Vincent MAUVADY (FHP – Clinique Ambroise Paré)

Collège n° 2 : REPRESENTANTS DES PERSONNES MORALES GESTIONNAIRES DE SERVICES ET D'ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICAUX SOCIAUX

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Josée MONTOYA (CAPs Rosières aux Salines)	Agnès COLLIN-PEROCHON (MAS LAXOU)
Michel MORIN (FEHAP - ALAGH)	Xavier LEFEVRE (FEHAP - EHPAD Pulnoy)
Jacques JEANJEAN (FEGAPEI)	Alexandre HORRACH (DG AEIM)
Brigitte HENNEQUIN (URIOPSS)	Patrick FAIVRE (CEDV Santifontaine)
Patrick MESSEIN (FNAQPA)	Catherine CHAIX (EPAH Maxéville)
Caroline GUILLOTIN (FHF - Thiaucourt)	Joëlle BACK (FHF Faulx)
Geneviève MOREAUX (FHP – KORIAN PLAISANCE)	En attente de désignation
Jacqueline THIERY (administrateur ADMR)	Jean Marc LUCIEN (Directeur ADMR 54)

Collège n° 3 : REPRESENTANTS DES ORGANISMES OEUVRANT DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION DE LA SANTE ET DE LA PREVENTION OU EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LA PRECARITE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christine GRANGE (Inspection Académique)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (SIUMPPS)
Michel MARTIN (URHAJ)	Pascal HOULNE (ARS)
Christian PALLAS (UC-CMP)	Marie-Christine CLERY (UNAFAM)

Collège n° 4 : PROFESSIONNELS DE SANTE

représentant les médecins

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Anne BELLUT (dermatologue)	Michel VIRTE (O.R.L.)

représentant les autres professionnels de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Philippe DENRY (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)	Julien GRAVOULET (Fédération des syndicats pharmaceutiques de France)
Claudine GILLANT (Présidente URPS Infirmiers)	Thierry PECHEY (Convergence Infirmière)
Patrick CORNE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)	Corinne FRICHE (Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes)
Marc AYME (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)	Philippe BICHET (Union Lorraine des Syndicats Dentaires)

représentant les internes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation

Collège n° 5 : REPRESENTANTS DES CENTRES DE SANTE, MAISONS DE SANTE, POLES DE SANTE ET RESEAUX DE SANTE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Jacques ANTOINE (FEMALOR)	Brigitte CLEMENT (Centre Santé Lorraine Nord CARMi Est)
Catherine COLLARD (représentante MRSL Pays Lunévillois)	Marc DEBOUVERIE (Président LORSP)

Collège n° 6 : ETABLISSEMENTS ASSURANT DES ACTIVITES DE SOINS A DOMICILE

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Marie-Dominique AUGUSTIN (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)	Agnès DUCRET (Fédération Nationale des Etablissements d'Hospitalisation à Domicile)

Collège n° 7 : REPRESENTANTS LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	Camille CINQUALBRE (SST du BTP 54)

Collège n° 8 : REPRESENTANTS DES USAGERS

associations agréées article L.1114-1 du code de la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Christiane MARCHAL (UDAF 54)	Monique CANIN (Familles Rurales)
Chantal SIBUE De-CAIGNY (ATD QUART MONDE)	Stéphane VOINSON (Espoir 54)
Bernard BLAISON (ALIRAS)	Fernand TIBERI (APF)
Jean-Philippe JULO (AIDES)	Martine BOUFERGUENE (SOS Hépatites)
Denis LEROY (FNAIR)	Marianne RIVIERE (AFL+)

associations des personnes handicapées et des retraités et personnes âgées

TITULAIRES	SUPPLEANTS
En attente de désignation	En attente de désignation
En attente de désignation	En attente de désignation
Bernard RUDEAU (Retraité CDFP)	En attente de désignation

Collège n° 9 : REPRESENTANTS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

un représentant du Conseil Régional

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Daouia BEZAZ (Conseiller Régional)	Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente CR)

deux représentants des groupements de communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
André ROSSINOT (Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)	Valérie JURIN (Conseillère communautaire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy)
Jacques FLORENTIN (Président de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)	Chantal CHERY (Vice-présidente de la Communauté de Communes de Seille et Mauchère)

deux représentants des communes

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Nicole FEIDT (maire de Toul)	Pascal JACQUEMIN (maire de Villers les Nancy)
Valérie ROSSO-DEBORD (Adjointe au maire de Nancy)	Jean-Luc SENAULT (Maire de Flavigny sur Moselle)

deux représentants des conseils généraux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Michèle PILOT (Vice présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Michel MARCHAL (Conseiller Général de Meurthe et Moselle)
Dominique OLIVIER (Conseillère Générale - Vice présidente du Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Rose-Marie FALQUE (Conseillère générale de Meurthe et Moselle)

Collège n° 10 : REPRESENTANTS DE L'ORDRE DES MEDECINS

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Eliane ABRAHAM	Jean-Paul SCHLITTER

Collège n° 11 : PERSONNES QUALIFIEES

Professeur François PAILLE (CHU Nancy)
Docteur Jacqueline DIETSCH
Jean-Marie SCHLERET

Article 2 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et de la Préfecture de Meurthe & Moselle.

Nancy, le 9 octobre 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine,
Jean-François BENEVOISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté n° 61/2012 du 5 octobre 2012 portant délégation de signature de Mme GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail en faveur du Responsable du Pôle Travail

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-11,

VU le code de l'environnement,

VU le code de la défense,

VU le code de l'éducation,

VU le code de l'action sociale et des familles

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté interministériel en date du 19 avril 2012 nommant Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

ARRETE

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Mme Marie-France RENZI, responsable du Pôle Travail, à l'effet de signer, au nom de la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées :

1) Dans le cadre d'un recours hiérarchique aménagé prévu par le Code du travail, décisions de confirmation ou d'infirmité de décisions administratives ;

2) Décisions accordant ou refusant:

Décisions	Code du travail
Agrément des services de santé 3U travail	D 4622-15 et suivants D 4622-35 et suivants
Dispense aménagement locaux risque incendie, d'explosion et évacuation	R 4216-32 -R 4227-55
Dispense aménagement locaux risque pyrotechnique	Article 89 du Décret 79-846 du 28.09.79
Equivalences formation travaux hyperbares	Arrêté du 24.03.2000 modifiant l'Arrêté du 28.01.91
Décisions d'homologation de dispositions générales (CARSAT -CRAM)	L 422-4 et R 422-5 code SS
Détermination des organisations syndicales représentatives pour la désignation des assesseurs des Tribunaux des Affaires de Sécurité Sociale	L 142-5 et R 142-10 code SS ct Arrêté du 19.06.69
Décisions de refus d'enregistrement des contrats de professionnalisation	D 6325-3

Article 2 : Mme Marie-France RENZI peut donner délégation à un ou plusieurs agents de l'inspection du travail placés sous son autorité aux fins de signer en tout ou partie les actes visés dans la présente délégation. Elle communiquera copie de sa décision de subdélégation à la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine. Cette décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs.

Article 3 : L'arrêté n° 50/2012 en date du 09 juillet 2012 est abrogé.

Article 4 : La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 5 octobre 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 62/2012 du 5 octobre 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale, par intérim, de la Directrice Lorraine

La directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;

VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;

VU le code du tourisme ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 31 mai 2012 nommant M. Nacer MEDDAH, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 14 septembre 2012 nommant Mme Isabelle DILHAC, Préfète de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-239 en date du 26 juin 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-2389 du 01 octobre 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-87 en date du 25 juin 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU la note du 05 octobre 2012 de la Direccte Lorraine confiant l'intérim du Secrétariat Général de la Direccte Lorraine à Mme Marie-France RENZI ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale, par intérim, de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-France RENZI, subdélégation est donnée à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi

Article 3 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 48/2012 en date du 04 juillet 2012 est abrogé.

Article 4 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la secrétaire générale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, par intérim, sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 5 octobre 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/012 du 3 octobre 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de HAGEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 05 octobre 1964 portant institution de l'association foncière de HAGEVILLE ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de HAGEVILLE en date du 17 décembre 211 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de HAGEVILLE en date du 06 juin 2012 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de HAGEVILLE ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 03 septembre 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de HAGEVILLE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 06 juin 2012, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de HAGEVILLE, adressé au président de l'association foncière de HAGEVILLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 3 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2012/DDT54/AFC/n° 384 du 8 octobre 2012 concernant l'exploitation d'un bien agricole à ALLONDRELLE LA MALMAISON - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3370

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant renouvellement de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles »,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2012 portant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/08/2012 par la SCEA DU VARTELLIER (Monsieur Mesdames LETTE Christian - GODARD LETTE Francine et LETTE PIERRET Valérie) à ALLONDRELLE LA MALMAISON concernant 3 ha 00 situés à ALLONDRELLE LA MALMAISON ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/09/2012 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : La SCEA DU VARTELLIER, composée de Monsieur Mesdames LETTE Christian - GODARD LETTE Francine et LETTE PIERRET Valérie, est autorisée à exploiter 3 ha 00 (ALLONDRELLE LA MALMAISON parcelle D 53 lot n° 2) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de la SCEA DU VARTELLIER (Monsieur Mesdames LETTE Christian - GODARD LETTE Francine et LETTE PIERRET Valérie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur Mesdames LETTE Christian - GODARD LETTE Francine et LETTE PIERRET Valérie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de ALLONDRELLE LA MALMAISON pour affichage.

Nancy, le 8 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Christophe FOTRE

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX.

Arrêté 2012/DDT54/AFC/388 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BAGNEUX -

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre II du livre I (nouveau) du code rural, relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943, relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, validée et modifiée par la loi n° 57-391 du 28 mars 1957 (nécessaire dès lors que des bornes ou repères doivent être installées) ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 05 mars 2012 autorisant le lancement de l'étude d'aménagement foncier agricole et forestier sur la commune de BAGNEUX ;

VU la demande du président du conseil général en date du 24 mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que la réalisation de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier implique que les principaux acteurs de cette opération, notamment le géomètre et les bureaux d'études mandatés par le conseil général sillonnent les communes concernées par le projet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : En vue d'exécuter les opérations nécessaires aux aménagements fonciers agricoles et forestiers, les agents de la Direction Appui aux Territoires, Espaces et Environnement du Conseil Général de Meurthe et Moselle, le personnel des cabinets de géomètres, des cabinets d'expertise, des bureaux d'études, des géologues ainsi que les membres de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, ainsi que toute personne dont les agents du conseil général jugeront opportun d'être accompagnés pour recueillir leur avis sur le terrain, sont autorisés à intervenir dans les communes de BAGNEUX – ALLAIN – BULLIGNY – COLOMBEY LES BELLES et CREZILLES afin de réaliser les opérations nécessaires à la mise en œuvre de cet aménagement, dans le périmètre défini par la délibération de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 05 mars 2012.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) y compris dans les bois soumis au régime forestier, y planter des mâts, piquets, bornes et repères, franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations, élaguer des arbres et des haies, effectuer tous relevés topographiques et autres travaux nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

La présente autorisation est accordée jusqu'à la clôture des opérations d'aménagement foncier, constatée par arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, et dans tous les cas pour une durée maximale de cinq ans.

Article 2 : Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme du présent arrêté ainsi que d'une lettre de mission émanant du conseil général, qui devront être présentées à toute réquisition.

Article 3 : L'introduction des agents dans les propriétés closes autres que les maisons d'habitation ne pourra, cependant, avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, c'est-à-dire cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par les services du conseil général.

Article 4 : Défense est faite aux propriétaires d'apporter aux agents chargés des études aucun trouble ni empêchement et de déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis dans leurs propriétés (si nécessaire).

Article 5 : Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 6 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires seront à la charge du conseil général. A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de BAGNEUX à la diligence du maire au moins dix jours avant le début des opérations.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au directeur départemental des territoires.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans le délai de six mois de sa date.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le(s) maire(s) de(s) la commune(s) BAGNEUX – ALLAIN – BULLIGNY – COLOMBEY LES BELLES et CREZILLES, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2012/DDT54/AFC/389 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de BATTIGNY -

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre II du livre I (nouveau) du code rural, relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943, relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, validée et modifiée par la loi n° 57-391 du 28 mars 1957 (nécessaire dès lors que des bornes ou repères doivent être installées) ;

VU la délibération de la commission permanente en date du 05 mars 2012 autorisant le lancement de l'étude d'aménagement foncier agricole et forestier sur la commune de BATTIGNY ;

VU la demande du président du conseil général en date 24 mai 2012 ;

CONSIDÉRANT que la réalisation de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier implique que les principaux acteurs de cette opération, notamment le géomètre et les bureaux d'études mandatés par le conseil général sillonnent les communes concernées par le projet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : En vue d'exécuter les opérations nécessaires aux aménagements fonciers agricoles et forestiers, les agents de la Direction Appui aux Territoires, Espaces et Environnement du Conseil Général de Meurthe et Moselle, le personnel des cabinets de géomètres, des cabinets d'expertise, des bureaux d'études, des géologues ainsi que les membres de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, ainsi que toute personne dont les agents du conseil général jugeront opportun d'être accompagnés pour recueillir leur avis sur le terrain, sont autorisés à intervenir dans les communes de BATTIGNY – LALOEUF et GELAU COURT afin de réaliser les opérations nécessaires à la mise en œuvre de cet aménagement, dans le périmètre défini par la délibération de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 05 mars 2012.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) y compris dans les bois soumis au régime forestier, y planter des mâts, piquets, bornes et repères, franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations, élaguer des arbres et des haies, effectuer tous relevés topographiques et autres travaux nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

La présente autorisation est accordée jusqu'à la clôture des opérations d'aménagement foncier, constatée par arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, et dans tous les cas pour une durée maximale de cinq ans.

Article 2 : Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme du présent arrêté ainsi que d'une lettre de mission émanant du conseil général, qui devront être présentées à toute réquisition.

Article 3 : L'introduction des agents dans les propriétés closes autres que les maisons d'habitation ne pourra, cependant, avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, c'est-à-dire cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par les services du conseil général.

Article 4 : Défense est faite aux propriétaires d'apporter aux agents chargés des études aucun trouble ni empêchement et de déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis dans leurs propriétés (si nécessaire).

Article 5 : Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 6 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires seront à la charge du conseil général. A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de BATTIGNY à la diligence du maire au moins dix jours avant le début des opérations.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au directeur départemental des territoires.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans le délai de six mois de sa date.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le(s) maire(s) de(s) la commune(s) de BATTIGNY – LALOEUF et GELAU COURT, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2012/DDT54/AFC/390 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de CLAYEURES -

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre II du livre I (nouveau) du code rural, relatives à l'aménagement foncier rural ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943, relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, validée et modifiée par la loi n° 57-391 du 28 mars 1957 (nécessaire dès lors que des bornes ou repères doivent être installées) ;
VU la délibération de la commission permanente en date du 05 mars 2012 autorisant le lancement de l'étude d'aménagement foncier agricole et forestier sur la commune de CLAYEURES ;
VU la demande du président du conseil général en date 24 mai 2012 ;
CONSIDÉRANT que la réalisation de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier implique que les principaux acteurs de cette opération, notamment le géomètre et les bureaux d'études mandatés par le conseil général sillonnent les communes concernées par le projet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : En vue d'exécuter les opérations nécessaires aux aménagements fonciers agricoles et forestiers, les agents de la Direction Appui aux Territoires, Espaces et Environnement du Conseil Général de Meurthe et Moselle, le personnel des cabinets de géomètres, des cabinets d'expertise, des bureaux d'études, des géologues ainsi que les membres de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, ainsi que toute personne dont les agents du conseil général jugeront opportun d'être accompagnés pour recueillir leur avis sur le terrain, sont autorisés à intervenir dans les communes de CLAYEURES – EINVAUX – ROZELIEURES – FROVILLE et BORVILLE afin de réaliser les opérations nécessaires à la mise en œuvre de cet aménagement, dans le périmètre défini par la délibération de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 05 mars 2012.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) y compris dans les bois soumis au régime forestier, y planter des mâts, piquets, bornes et repères, franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations, élaguer des arbres et des haies, effectuer tous relevés topographiques et autres travaux nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

La présente autorisation est accordée jusqu'à la clôture des opérations d'aménagement foncier, constatée par arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, et dans tous les cas pour une durée maximale de cinq ans.

Article 2 : Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme du présent arrêté ainsi que d'une lettre de mission émanant du conseil général, qui devront être présentées à toute réquisition.

Article 3 : L'introduction des agents dans les propriétés closes autres que les maisons d'habitation ne pourra, cependant, avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, c'est-à-dire cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par les services du conseil général.

Article 4 : Défense est faite aux propriétaires d'apporter aux agents chargés des études aucun trouble ni empêchement et de déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis dans leurs propriétés (si nécessaire).

Article 5 : Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 6 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires seront à la charge du conseil général. A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de CLAYEURES à la diligence du maire au moins dix jours avant le début des opérations.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au directeur départemental des territoires.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans le délai de six mois de sa date.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le(s) maire(s) de(s) la commune(s) CLAYEURES – EINVAUX – ROZELIEURES – FROVILLE et BORVILLE, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté 2012/DDT54/AFC/391 du 5 octobre 2012 portant autorisation de pénétrer sur les propriétés privées – Aménagement foncier agricole et forestier de la commune de OCHEY -

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les dispositions du titre II du livre I (nouveau) du code rural, relatives à l'aménagement foncier rural ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;
VU la loi n° 43-374 du 6 juillet 1943, relative à l'exécution de travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, validée et modifiée par la loi n° 57-391 du 28 mars 1957 (nécessaire dès lors que des bornes ou repères doivent être installées) ;
VU la délibération de la commission permanente en date du 05 mars 2012 autorisant le lancement de l'étude d'aménagement foncier agricole et forestier sur la commune de OCHEY ;
VU la demande du président du conseil général en date 24 mai 2012 ;
CONSIDÉRANT que la réalisation de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier implique que les principaux acteurs de cette opération, notamment le géomètre et les bureaux d'études mandatés par le conseil général sillonnent les communes concernées par le projet ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : En vue d'exécuter les opérations nécessaires aux aménagements fonciers agricoles et forestiers, les agents de la Direction Appui aux Territoires, Espaces et Environnement du Conseil Général de Meurthe et Moselle, le personnel des cabinets de géomètres, des cabinets d'expertise, des bureaux d'études, des géologues ainsi que les membres de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle, ainsi que toute personne dont les agents du conseil général jugeront opportun d'être accompagnés pour recueillir leur avis sur le terrain, sont autorisés à intervenir dans les communes de OCHEY – THUILLEY AUX GROISEILLES et BICQUELEY afin de réaliser les opérations nécessaires à la mise en œuvre de cet aménagement, dans le périmètre défini par la délibération de la commission permanente du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 05 mars 2012.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) y compris dans les bois soumis au régime forestier, y planter des mâts, piquets, bornes et repères, franchir les murs et autres clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations, élaguer des arbres et des haies, effectuer tous relevés topographiques et autres travaux nécessaires à l'accomplissement de leur mission,

La présente autorisation est accordée jusqu'à la clôture des opérations d'aménagement foncier, constatée par arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, et dans tous les cas pour une durée maximale de cinq ans.

Article 2 : Chacun de ces agents sera en possession d'une copie certifiée conforme du présent arrêté ainsi que d'une lettre de mission émanant du conseil général, qui devront être présentées à toute réquisition.

Article 3 : L'introduction des agents dans les propriétés closes autres que les maisons d'habitation ne pourra, cependant, avoir lieu qu'après l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 29 décembre 1892, c'est-à-dire cinq jours après notification du présent arrêté au propriétaire ou, en son absence, au gardien de la propriété. Ces notifications seront effectuées par les services du conseil général.

Article 4 : Défense est faite aux propriétaires d'apporter aux agents chargés des études aucun trouble ni empêchement et de déplacer les différents signaux ou repères qui seront établis dans leurs propriétés (si nécessaire).

Article 5 : Les maires des communes concernées seront invités à prêter leur concours et, au besoin, l'appui de leur autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

En cas d'opposition à ces opérations, il est enjoint aux fonctionnaires municipaux et à tous les agents de la force publique d'intervenir pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent.

Article 6 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétaires seront à la charge du conseil général. A défaut d'entente amiable, elles seront réglées par le tribunal administratif.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché en mairie de OCHEY à la diligence du maire au moins dix jours avant le début des opérations.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au directeur départemental des territoires.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans le délai de six mois de sa date.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le(s) maire(s) de(s) la commune(s) de OCHEY – THUILLEY AUX GROISELLES et BICQUELEY, le commandant du groupement de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 octobre 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Arrêté DDCS du 10 octobre 2012 portant désignation des membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle

La Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

VU le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène, la sécurité et la prévention médicale dans la fonction publique ;

VU le décret n° 2011-774 du 28 juin 2011 portant modification du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2012 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté DDCS du 11 avril 2012 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du premier ministre du 29 août 2012 nommant Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté DDCS du 11 avril 2012 portant désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est abrogé ;

Article 2 : Sont nommés représentants de l'administration au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle :

La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, Présidente ou son représentant

Le responsable ayant autorité en matière de ressources humaines ou son représentant

Article 3 : Sont désignés représentants du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la DDCS de Meurthe-et-Moselle :

Organisation syndicale FSU	
En qualité de titulaires	En qualité de suppléants
Marie-Claude PRUNEAU	Non désigné à ce jour par l'organisation syndicale
Aurélie DESHAYES	Marie-Christine LAMOTHE
Organisation syndicale CGT	
En qualité de titulaire	En qualité de suppléant
Chantal LUZURIER	Bertrand JACQUOT
Organisation syndicale FO	
En qualité de titulaire	En qualité de suppléant
Dominique DEMANGEON	Dominique CRATELET
Organisation syndicale UNSA	
En qualité de titulaire	En qualité de suppléant
Dorothée HOSTE	Fabienne PAULUS

Article 4 : Peuvent également assister, sans voix délibérative, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle :

Les 3 médecins de prévention intervenant auprès du personnel de la DDCS de Meurthe-et-Moselle

L'assistant de prévention de la DDCS de Meurthe-et-Moselle

L'inspecteur sécurité, santé au travail

Article 5 : La directrice départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 octobre 2012

La Directrice Départementale
de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

*Service jeunesse, éducation populaire et sport***Arrêté du 9 octobre 2012 portant agréments des associations sportives locales**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, relative à l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives, et notamment son article 10,

VU le décret n° 2002-488 du 9 avril 2002 relatif à l'agrément des groupements sportifs et des fédérations sportives,

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.46 du 18 septembre 2012 accordant délégation de signature à Madame Sabine DUBOIS LE PAN, Directrice Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'agrément ministériel prévu par la loi susvisée du 16 juillet 1984 modifiée, est accordé aux associations dont les noms suivent, pour la pratique des activités physiques et sportives précisées pour chacune d'entre elles :

Numéro agrément	Association	Activité sportive
54 S 1929	CIREY SUR VEZOUZE SAVATE ET BOXE FRANCAISE Mairie – 1 place Leclerc 54480 CIREY SUR VEZOUZE	SAVATE BOXE FRANCAISE ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1930	AMICALE LAÏQUE DE TOUL BADMINTON « A.L.T.B. » 19 rue Lionnois 54000 NANCY	BADMINTON
54 S 1931	KARATE CLUB SAINT NICOLAS DE PORT 11 rue Clos Saint-Charles 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT	KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES
54 S 1932	CLUB AQUATIQUE DU JARNISY 22 rue des iris 54800 CONFLANS-EN-JARNISY	NATATION
54 S 1933	BACCARAT PLONGEE Piscine de Baccarat 54120 BACCARAT	ETUDES ET DE SPORTS SOUS MARINS
54 S 1934	TENNIS DE TABLE DE LAY-SAINT-CHRISTOPHE 10 rue du plan 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES	TENNIS DE TABLE

Article 2 : La directrice départementale de la cohésion sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux présidents des associations concernées et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 octobre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale
de la Cohésion Sociale,
Sabine DUBOIS LE PAN

AUTRES SERVICES**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY****DIRECTION GENERALE ET AFFAIRES JURIDIQUES**

Délégation de signature du 26 septembre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy

Le Directeur Général du C.H.U. de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : Donne délégation à Diane PETTER, directrice adjointe, directrice des affaires médicales par intérim, pour signer au nom et place du Directeur général, toutes pièces administratives relatives au personnel médical :

- étudiants hospitaliers (médecins, pharmaciens, odontologistes) (y compris affectations)
- internes en médecine, en pharmacie et en odontologie et faisant fonction d'internes (y compris affectations et conventions diverses)
- assistants spécialistes et généralistes (y compris avis et contrats de recrutements et contrats d'engagement d'exercice)
- praticiens attachés et praticiens attachés associés, praticiens contractuels et praticiens adjoints contractuels (y compris les contrats de recrutement et avenants, contrats d'engagement d'exercice)
- professeurs des universités - praticiens hospitaliers (PU-PH), maîtres de conférences des universités - praticiens hospitaliers (MCU-PH), praticiens hospitaliers (PH) et praticiens hospitaliers à titre provisoire, praticiens hospitaliers universitaires (PHU), assistants - chefs de clinique (ACC), assistants hospitaliers universitaires (AHU), pour ce qui concerne les congés, déplacements, ordres de mission, attestations, conventions d'activité extérieure d'intérêt général, contrats d'engagement de service public exclusif et les autorisations de remplacement pour ACC et AHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD et Grégoire RICHARD attachées d'administration hospitalière et à Stephan APPARU et Dominique RICETTI, adjoints des cadres hospitaliers, pour signer l'ensemble de ces pièces administratives relatives au personnel médical.

Article 2 : Donne délégation à Diane PETTER pour signer au nom et place du Directeur général, les assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour signer ces assignations des personnels médicaux, ainsi que des internes et faisant fonction d'internes, nécessaires à la continuité des soins et à la sécurité des malades, dans le cadre du service minimum.

Article 3 : Donne délégation principale à Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la direction des affaires médicales et de la recherche, en termes d'engagement et de liquidation de dépenses. La liste des comptes concernés est communiquée au bénéficiaire de la délégation : elle est également communiquée au Comptable du CHU.

Donne délégation secondaire à Aurore MALGRAS, Chantal BRUNAUD, Grégoire RICHARD, Stephan APPARU et Dominique RICETTI pour ces mêmes comptes, en terme d'engagement et de liquidations de dépenses.

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour le titulaire :

de respecter les procédures réglementaires

de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la direction des affaires financières.

De rendre compte mensuellement à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à la délégation du 20 octobre 2010

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 septembre 2012

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation :

- Diane PETTER, Aurore MALGRAS, Grégoire RICHARD, Chantal BRUNAUD, Stephan APPARU, Dominique RICETTI

Délégation de signature du 12 octobre 2012 de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général du C.H.U. de Nancy

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de NANCY :

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,

- confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,

- sanction disciplinaire,

concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ

- Monsieur Philippe BOUC

- Madame Anne-Lucie BOULANGER

- Madame Françoise BRUNAUD

- Monsieur Florent CAVELIER

- Monsieur Jacques DUDREUILH

- Monsieur Mickaël DUWOYE

- Madame Vanina DUWOYE

- Monsieur Ahmed EL-BAHRI

- Madame Maud FERRIER

- Monsieur Jérôme GOEMINNE

- Monsieur Xavier HUARD

- Madame Clémence MAINPIN

- Madame Diane PETTER

- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX

- Madame Aurélie PRETAT

- Madame Liliane ROUX

- Monsieur Pascal TAFFUT

- Madame Julie THUILLEAUX

- Madame de TOMMASO Françoise

- Madame Laurence TOURRE

- Madame Laurence VERGER

- Madame Isabelle VIDREQUIN

- Monsieur Philippe WERNERT

b) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux notateurs N1, N2 et N3 listés sur le Portail sécurisé INTRANET du CHU de Nancy/page 2 applications sécurisées/entretiens annuels. Dans ce cadre strict, une délégation de signature leur est accordée à ce titre et découle uniquement de ce dispositif.

c) à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de reformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Madame Sabine LARDIN pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lorraine
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérard UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Patrick ALBERT, Attaché d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 octobre 2012

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) :

- Geneviève LEFEBVRE, Diane PETTER, Philippe BOUC

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

MATERNITE REGIONALE DE NANCY

Avis de concours externe sur titres de cadre de santé

En application du Décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, un concours externe sur titres de cadre de santé sera organisé par la Maternité Régionale Universitaire à partir du 8 octobre 2012 :

Dans la filière suivante :

Médico-technique : 1 poste de cadre manipulateur d'électroradiologie médicale

Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les candidats :

Titulaire d'un diplôme de cadre de santé ou d'un certificat équivalent, relevant des corps régis par le décret n°89-613 du 1er septembre 1989 ;
Comptant au moins cinq ans de services effectifs au 1er janvier de l'année du concours dans un ou plusieurs corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques

Les demandes d'inscription à ce concours doivent comporter un CV et une copie des diplômes détenus, notamment le diplôme de cadre de santé et sont à adresser à :

Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale Universitaire
Ressources Humaines- suivi concours
10 rue du Docteur Heydenreich, CS 74213
54042 NANCY Cedex

Un délai de deux mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 1er octobre 2012

Pour le Directeur,
La Directrice Adjointe,
Clémence MAINPIN

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES****Avis d'examen professionnel d'Ouvrier Professionnel Qualifié (Au titre de l'année 2012)**

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, portant statuts particuliers des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un examen professionnel en vue de pourvoir :

- 3 postes d'Ouvriers Professionnels Qualifiés au C.H.U. de NANCY

I - MODALITÉ DE CANDIDATURES

Peuvent faire acte de candidature :

- les agents d'entretien qualifiés ayant atteint au moins le 4ème échelon et comptant trois ans de services effectifs dans le grade à la date du 31 décembre 2011.

II - MODALITÉS D'EXAMEN

1) L'examen comporte une épreuve écrite et anonyme permettant d'évaluer les connaissances professionnelles et techniques du candidat.

2) Le jury établit par ordre alphabétique la liste des candidats retenus qui seront inscrits à un tableau annuel d'avancement après avis de la CAP.

III - RÉCEPTION ET CLÔTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à cet examen est à envoyer à :

C.H.U. de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E.
Service Concours - Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

- par lettre recommandée avec A.R.

ou

- par dépôt au Service Concours contre la remise d'une attestation de dépôt (au plus tard à 16h00).

- un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 5 octobre 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-NICOLAS-DE-PORT**Décision n°669/2012 d'ouverture d'un concours sur titres interne pour le recrutement d'un cadre de santé**

Le Directeur du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port,

VU la loi 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

VU la loi 86.33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière.

VU le décret 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de Santé de la Fonction Publique Hospitalière modifié par :

- décret n° 2003-1269 du 23 décembre 2003

- décret n° 2008-1149 du 6 novembre 2008,

VU l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de Santé,

VU la vacance d'un poste à l'issue de la procédure de publication sur « Hospimob » en date du 22 Mai 2012, n'ayant donné lieu à aucune demande de mutation ou de détachement,

D E C I D E

Article 1er : un concours sur titres interne est ouvert à partir du 1er Janvier 2013 pour pourvoir 1 poste vacant de Cadre de Santé au Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, dans la filière « personnels infirmiers ».

Article 2 : peuvent être candidats :

- les fonctionnaires titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-technique comptant au 1er janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps,

- les agents non titulaires de la fonction publique hospitalière, titulaires d'un diplôme d'accès aux corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-technique et du diplôme de cadre de santé, ayant accompli au moins cinq ans de services publics effectifs en qualité de personnel infirmier, de rééducation ou de personnel médico-technique.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis de recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats, et notamment le diplôme de cadre de santé

- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Saint Nicolas de Port, le 10 octobre 2012

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur Adjoint,
Bruno BLAISON

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY A LAXOU**Avis de concours interne sur titres en vue du recrutement de 4 infirmiers cadres de santé au Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou**

En application du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié, portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, le Centre Psychothérapique de Nancy à Laxou organise un concours interne sur titres en vue de pourvoir 4 postes d'Infirmier Cadre de Santé.

- Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature les personnels titulaires du diplôme (au plus tard le jour du concours) de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988 et n° 2010-1139 du 29 septembre 2010, comptant au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, au 1er janvier 2012.

- Dossier de candidature :

A demander à la DRH de l'établissement.

- Réception et clôture des inscriptions :

Les candidatures sont à adresser dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs à :

Monsieur le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines
Centre Psychothérapique de Nancy
BP 11010
54521 LAXOU CEDEX

Laxou, le 9 octobre 2012

Pour le Directeur,
Le Directeur Adjoint
Chargé des Ressources Humaines,
Sébastien MESTELAN

